

<http://lipietz.net/L-EUROPE-DE-PORTSCHACH>

Politis

L'EUROPE DE PÖRTSCHACH

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : jeudi 19 novembre 1998

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

En dix-huit mois, tout a changé. Hier, quand la croissance rugissait en Asie et aux Amériques, l'Europe se traînait, paralysée par des contraintes qu'elle s'était elle-même imposée : l'Acte Unique et le Traité de Maastricht imposaient la guerre commerciale de tous contre tous et les coups sombres dans les dépenses sociales, pour " tenir dans les critères de Maastricht " avant la date fatidique du 31 décembre 1997.

La dissolution de l'Assemblée Nationale française, au printemps 1997, n'avait d'autre but que d'avancer les élections avant un dernier et terrible tour de vis.

Les Français ont choisi une majorité rouge-rose-verte. DSK a aussitôt benoîtement déclaré que " *la France respecterait le traité au 31 décembre... 1998* ". Surprise ! Tous les États Européens, et la Commission de Bruxelles, lui ont emboîté le pas. "Les critères ? bon, on verra, on en a déjà fait assez, passons tout de suite à l'euro". Un pan entier de Maastricht était renié.

Pourtant, le sommet d'Amsterdam, juin 1997, s'était assez mal passé. Parti guerroyer seul, Lionel Jospin dut avaler le " pacte de stabilité " déjà accepté par Chirac, en échange du plat de lentille d'un sommet social à Luxembourg. Je fus de ceux qui haussèrent les épaules devant ce pacte valable pour l'après-2000 : " L'eau a le temps de couler sous les ponts ". Elle coula !

L'arrêt des politiques de rigueur en Europe, initié par le tranquille culot de D.S.K., provoqua un retournement complet de la situation : la croissance repartit dans toute l'Europe. La majorité plurielle française rognait un peu les profits énormes des grandes entreprises, et, par une réforme des cotisations sociales, transféra d'un coup 30 milliards de francs vers les ménages salariés. En 1998, la mise en œuvre expérimentale des 35 heures et la montée en puissance des emplois-jeunes commencent à faire reculer le chômage. En un an, la consommation des ménages a augmenté de 9 %. Non tant que les salaires aient augmenté : mais le recul du chômage enrichit les familles, et ce sont elles qui consomment. " *Vider les Agences pour l'emploi pour remplir les caddies* ", et non plus " *Remplir les caddies pour vider les Agences pour l'Emploi* " : telle est la nouvelle formule qui s'impose en France.

Nouvelle surprise : l'Allemagne vire à son tour au rose et vert. Moins de rouge, nettement plus de vert qu'en France. Comme en France, la nouvelle coalition répudie la mystique des sacrifices, dictée par les Grands Prêtres du monétarisme retranchés à la Bundesbank. Plus prudemment qu'en France bien sûr : la réforme fiscale ne prévoit de rendre aux ménages que 33 milliards de francs en 4 ans autant que la France dès la première année !

Mais le ton est donné. Les 24 et 25 octobre 1998, au sommet informel de Pörtschach, avec la joie des nouveaux convertis, 13 pays sur 15 renouent avec le souci du social, proclament le retour du volontarisme politique, brûlent les dogmes de la pensée unique. On se permet ce qui est strictement interdit par le Traité de Maastricht : conseiller fermement aux banquiers centraux de baisser les taux d'intérêts. Le second volet de Maastricht, l'indépendance des banques centrales, est écorné. D'Alema propose de recommencer à s'endetter au niveau communautaire, pour financer des " Grands travaux " : c'est le Pacte de Stabilité qui est lui-même répudié.

Bon. Mais gardons la tête froide. Cette mort de la Pensée Unique, ce grand retour du keynésianisme, doit être doublement nuancé : c'est trop, et trop peu.

C'est trop : on en revient au dogme des années 70-80 : " seule la croissance créera des emplois, vivent les déficits et

les Grands Travaux, dont on sait bien qu'ils saccagent plus sûrement l'environnement qu'ils ne créent d'emploi. La France avec ses 35 heures continue son cavalier seul. L'apport des Verts allemands n'est pas de ce côté. Avec l'adoption du droit du sol en Allemagne et la porte ouverte à la naturalisation de millions de Turcs, il ridiculise la frilosité de Chevènement. Avec l'abandon du nucléaire, il place la France devant l'impasse où elle s'est fourvoyée.

C'est trop peu : il ne suffit pas de jouer les fiers-à-bras devant les Banquiers Centraux. Ils gardent un formidable pouvoir de nuisance : " *Ah ! vos budgets restent en déficit ? alors on ne baisse pas les taux !* ". Or ces taux " très bas " (3,5 %) restent très hauts si on mesure que l'inflation est éteinte (0,5 % en France). Les taux réels restent supérieurs aux taux de croissance : toute dette reste de plus en plus difficile à rembourser.

L'Europe de Pörschach ouvre la possibilité, mais la possibilité seulement, de résister à la crise mondiale qui encercle peu à peu le petit cap européen. Pour que ce rêve devienne réalité et en message d'espoir pour la planète, il reste bien du chemin à faire :

- ▶ À la base, c'est aux mouvements sociaux de pousser les portes entrouvertes par la nouvelle donne politique : vers le partage du travail, la création d'un Tiers-Secteur d'économie solidaire, la réorientation du progrès vers les économies d'énergie.

- ▶ Au sommet, il reste aux élus des peuples à reprendre le contrôle de la monnaie et, par là, de l'économie. Tel est l'enjeu des élections européennes.